

Pour les partisans de la destruction des ouvrages hydrauliques, les Etats-Unis apparaissent parfois comme un pays de Cocagne : celui où l'on démantèlerait petits et grands barrages dans un grand enthousiasme collectif face à l'évidence des bienfaits de la "nature renaturée". Le travail de trois chercheurs, géographes au Dartmouth College, sur l'opposition à la destruction des ouvrages de Nouvelle Angleterre vient opportunément rappeler qu'il n'en est rien. Les Etats-Unis effacent peu (par rapport au parc installé) et ces effacements rencontrent des oppositions, poussant au report ou à l'abandon d'un nombre non négligeable de projets. Les opposants revendiquent l'esthétique, l'histoire, la vie sociale et même l'écosystème d'une nature anthropisée, avec la ferme volonté de la transmettre comme telle aux générations futures. Outre-Atlantique comme en France, la contestation pointe l'attitude lointaine des administrations et ONG apportant leurs projets de destruction des cadres de vie locaux au nom d'enjeux environnementaux peinant à convaincre qu'ils représentent un quelconque bien commun pour les populations concernées. Analyse des mobilisations citoyennes en marche.

En 2008, après 8 ans d'études, la ville de Greenfield (Massachusetts) accepte d'effacer deux barrages (Wiley et Russell, Mill Street) sur la rivière Green. Le second chantier se révèle trop coûteux, les efforts se concentrent sur le premier. Un plan, soutenu par 17 administrations et organisations non gouvernementales (de la NOAA à Trout Unlimited), propose de dépenser 500.000 \$ sur 5 ans pour la suppression du barrage de Wiley et Russell. En août 2014, après une campagne locale des habitants, le maire de Greenfield prend la décision unilatérale d'arrêter le projet.

Cette anecdote introduit l'article de Coleen A. Fox, Francis J. Magilligan et Christopher S. Sneddon, trois géographes du Dartmouth College. Leur objectif : comprendre la manière dont s'articulent les oppositions aux effacements de barrage en Nouvelle Angleterre.

La région de la Nouvelle-Angleterre, au Nord-Est des États-Unis, est composée de six États (Maine, Massachusetts, New Hampshire, Vermont, Rhode Island et Connecticut). C'est une de régions dont les cours d'eau sont le plus fragmentés, avec 14.000 ouvrages. Certains datent de la Révolution industrielle. D'autres, plus anciens, coïncident avec de premiers moulins et sont contemporains de la colonisation des Etats-Unis d'Amérique par les Européens.

A date, 127 ouvrages ont été démantelés volontairement dans cette région, plus d'une

cinquante sont en étude de démantèlement. L'objectif écologique principal est de restaurer la connectivité des cours d'eau, en particulier pour les poissons migrateurs. L'argument le plus souvent avancé est que les barrages sont vieillissants, ont perdu leur finalité industrielle originale, présentent des risques et ne font pas l'objet de projet d'investissement en réparation de la part de leur maître d'ouvrage. Mais environ 50 projets de destructions ont été différés ou annulés en raison de l'opposition locale au chantier, soit plus du quart de l'ensemble.



Fig. 1. Halted and stalled dam removals. (A) Warren Dam (B) East Burke Dam (C) Mill Pond Dam and (D) Swanton Dam.

Exemples de barrages dont le démantèlement fait l'objet de contestation, Cox et al 2016, art cit, [droit de courte citation](#).

Pas hors de mon jardin (NOOMBY) ! Un défi pour une industrie de la renaturation au budget de 1 milliards USD par an...

Au cours de leur enquête, Coleen Fox et ses collègues ont rencontré les parties prenantes des projets d'effacement et analysé leurs argumentaires (réseaux sociaux, documents de

campagne). "A l'opposé du phénomène longtemps observé 'pas dans mon jardin' (NIMBY, not in my backyard), 'pas hors de mon jardin' (not out of my backyard, NOOMBY) est en train de devenir rapidement le cri de ralliement informel des individus et des groupes hostiles à la suppression de barrage dans la région", soulignent les chercheurs. Et ils précisent: "Les enjeux politico-économiques sont importants: aujourd'hui aux Etats-Unis, la restauration de rivière est une industrie à 1 milliard \$ par an".

Voici quelques exemples de citations exprimant le ressenti des citoyens hostiles à la suppression des barrages :

- "vous tuez le barrage, vous tuez une part de moi-même"
- "ce serait une honte de perdre cette magnifique ressource naturelle"
- "vous saviez à leur attitude, à leur posture, que leur stratégie était de le détruire"
- "sauvez le barrage et son écosystème unique pour que les générations futures en profitent"
- "mes parents l'ont apprécié. Je l'apprécie. Mes enfants l'apprécient et, espérons-le, mes petits-enfants pourront l'apprécier"
- "sauver le barrage, sauver la nature, sauver le plaisir"
- "une fois que l'histoire a disparu, elle a disparu pour toujours"
- "c'est une super aire de loisir et même temps qu'un écosystème établi. Drainer cette ressource affectera non seulement la communauté, mais aurait aussi des effets drastiques sur la faune et la flore du coin"

Comment se structure l'opposition aux destructions de barrage?

Le premier angle est l'attachement au cadre de vie formé par l'histoire, l'identité et l'esthétique du territoire. Les ouvrages sont décrits par leurs défenseurs comme "une part de l'histoire", "une part de la culture", qui a toujours été présente de mémoire d'homme. La communauté locale s'articule autour d'eux. Il y a souvent un simple plaisir esthétique à la retenue "qui a toujours été là", sans qu'il soit besoin de revendiquer un héritage culturel à forte valeur patrimoniale.

Le deuxième angle, pouvant paraître contradictoire, est la défense de la nature. Pour les riverains, l'hydrosystème formé par le barrage s'assimile à un écosystème à fort intérêt, avec des espèces familières et visibles souvent citées (hérons, canards, etc.). Parfois, des espèces invasives sont évoquées comme pouvant coloniser l'endroit si le barrage disparaît (cas particulier des lamproies connues comme espèce invasive nuisible dans les Grands

Lacs). Les trois chercheurs prennent soin de souligner que si certaines assertions sont fausses au regard de la connaissance scientifique en écologie des milieux aquatiques, elles montrent néanmoins l'importance critique de "la nature" comme phénomène "socialement construit à travers des institutions et des mentalités scientifiques, culturelles et politiques". La nature anthropisée peut très bien être perçue comme "authentique" voire "sauvage" dans l'expérience des citoyens ordinaires qui la côtoient.

Le troisième angle est celui de la "micropolitique". Cette micropolitique se décline en réflexe de défense "David contre Goliath" (programmes fédéraux lourdement financés et ONG nationales contre citoyens localement mobilisés), en opposition *insider* versus *outsider* (les tenants de la destruction ne sont pas des locaux), en ressentiment contre des inégalités ou opacités d'affectation des financements publics (y compris entre territoires), en langage de classe parfois (des fonds de soutien à la nature très bien dotés par des personnalités riches de la région) et enfin en conflits interpersonnels (la destruction de barrage comme outil d'ascension et promotion de certaines personnes localement influentes).

Conclusion des trois géographes : *"Ce qui est évident à partir de notre recherche, c'est le besoin de considérer sérieusement comment l'esthétique, le sens du lieu, l'histoire et la connaissance environnementale concourent à influencer les perceptions et l'attachement à ces types de paysages fortement anthropisés qui caractérisent l'Anthropocène. Dans certains effacements de barrage, cela peut être simplement une résistance au changement que l'intervention apporte. Mais, pour sa plus grande part, notre recherche suggère que les raisons à l'opposition sont bien plus complexes"*.

Il y a des effacements qui se passent bien et d'autres qui se passent mal, des oppositions qui s'atténuent et d'autres qui se renforcent, des opinions qui se figent et d'autres qui évoluent. La diversité et la volatilité des représentations font partie de la complexité de cette question, comme le rappellent Cox et ses collègues.

Discussion

L'approche scientifique de l'effacement de barrage a été essentiellement portée par des disciplines comme l'hydrobiologie ou l'hydromorphologie, en vue de prédire comment des écosystèmes, des fonctionnalités ou des assemblages d'espèces peuvent répondre à des modifications des lits mineurs et majeurs de la rivière. La géographie comme les sciences humaines et sociales apportent un regard différent sur la manière dont les paysages et les environnements ont été modifiés sur la longue durée et sont perçus par les acteurs

concernés. En France, des travaux (encore rares) sont menés par certains chercheurs sur ces dimensions (voir par exemple, depuis une dizaine d'années, les [publications du groupe de recherche sur les représentations des paysages et de la nature](#) dans les petites vallées de l'Ouest de la France face aux projets de restauration écologique ; voir nos recensions récentes de Le Calvez 2015, de Lespez et al 2016 et de Lespez et Germaine 2016).

La recherche de Fox, Magilligan et Sneddon sur les résistances aux destructions de barrage en Nouvelle Angleterre montre des convergences transculturelles manifestes de part et d'autre de l'Atlantique. Les acteurs sont différents mais les ressorts de l'action et les constructions de l'argumentation empruntent souvent les mêmes voies. Nombre de verbatims reproduits par les géographes états-uniens pourraient se retrouver dans la bouche de défenseurs français des ouvrages hydrauliques.

La dimension patrimoniale (histoire, culture) pèse sans doute d'un poids un peu plus lourd dans notre pays, car les moulins et les 517 000 étangs y sont plus anciens et souvent perçus comme des "icônes" sympathiques, à tout le moins inoffensives, du passé des rivières. Un autre aspect est la dimension énergétique, absente des débats rapportés dans la recherche nord-américaine alors qu'elle est en France plus souvent invoquée. Cela tient au fait que la France n'a jamais eu beaucoup de ressources fossiles en sous-sol (inversement, elle a eu une tradition hydraulique précoce), que son modèle nucléaire est aujourd'hui controversé et qu'il existe des programmes volontaristes de développement des énergies peu émettrices de carbone. Ces facteurs rendent peu compréhensible la destruction d'ouvrages pouvant produire de l'électricité "verte", fusse t-elle modeste.

Du côté des partisans de la destruction, si les lobbies sont sensiblement les mêmes (environnementalistes et pêcheurs), avec aux Etats-Unis, un arrière-plan culturel spécifique de valorisation du sauvage (*wilderness*) et des occupants originels (Indiens), l'administration montre en France une posture beaucoup plus autoritaire qu'outre-Atlantique, fonctionnant sur le mode de l'injonction et de la contrainte. Ce qui n'est pas pour réduire la conflictualité. Il semble que, selon les départements, 5 à 25% seulement du programme d'aménagement d'ouvrage est réalisé à date (au lieu des 100% prévus en 2017-2018). Les projets les plus simples ont été engagés les premiers. Une résistance plus organisée aux effacements se diffuse et le financement public très inéquitable est défavorable aux équipements. La poursuite du programme devrait être difficile s'il reste aussi dogmatique. Les atterroissements des chantiers sur les grands barrages (la Sélune, par exemple) sont révélateurs du flottement et du doute politique sur le bien-fondé des prescriptions.

Référence : Fox CA et al (2016), ["You kill the dam, you are killing a part of me": Dam removal and the environmental politics of river restoration](#), *Geoforum* 70, 93-104